
Contribution au 40^e Congrès du Parti communiste français



Une contribution, c'est ce l'on apporte au collectif pour nourrir un projet commun. Cette souveraineté des communistes, autant que cette liberté de discussion, et son exercice dans une situation très complexe, reste un marqueur de notre engagement.

Certes, certains comportements, amplifiés par l'effet des réseaux sociaux, n'encouragent pas à passer à l'acte. Reflètent-ils, peut-être, une certaine impatience vis-à-vis du parti ? Celle-ci peut être compréhensible, sans pouvoir tout excuser.

A mon sens, les textes alternatifs sont autant amendables que la base commune. C'est vrai du texte « communistes à l'offensive », que j'ai signé, comme pour les autres. Quelle que soit la base commune retenue, voici donc une contribution avec un bilan d'étape du capitalisme et trois questionnements qui, à mon sens, sont aujourd'hui posés de manière aiguë aux communistes, à leurs amis, à toutes et celles et ceux qui ont intérêt à une perspective révolutionnaire.



Pascal Savoldelli, Ivry-sur-Seine, Val-de-Marne

Vers le capitalisme de la finitude.

Le capitalisme, comme système économique, politique et médiatique, poursuit son fonctionnement en boîte noire. Sur lui-même et pour lui-même. A aucun moment il n'a cessé de modeler le monde, la production, les services et les consciences. Après 2008, il est entré en crise profonde. **Cette phase de crise a dorénavant laissé place à une autre étape : celle du capitalisme de la finitude. L'Intelligence Artificielle a déjà bouleversé le salariat, le monde du travail dans son ensemble, mais aussi les principes de concurrence libre et non faussée.**

Ce qu'on a pu qualifier de « techno féodalisme » est plutôt un capitalisme de monopoles et de trusts numériques dont la domination passe par l'accaparement de ressources (minerais rares en passant par les hydrocarbures...) ou matériaux (semi-conducteurs), et ce, quel qu'en soit le coût, y compris la guerre : c'est la guerre du cobalt au Congo, la guerre du Pétrole dans le détroit d'Ormuz, ou celle des terres rares en Ukraine. **Les conséquences peuvent amener à la destruction de la civilisation humaine : c'est le capitalisme de la finitude.**

Aussi, avec la nouvelle révolution informationnelle et du numérique, le couple Capital/travail a déjà été réorganisé. Et avec elle, l'orientation et la composition de la majorité des gouvernements. La France, après l'échec du quinquennat Hollande, puis 10 ans de macronisme, n'échappe pas à cette réalité. Des retraites en passant par des secteurs majeurs de notre économie passés au privé (santé, sécurité ...) ; l'uberisation, la remise en cause du droit du sol, **c'est une attaque inédite, organisée de main de maître, au côté du capital, qui a été lancée contre l'Etat social.**

Et demain ? Un fait incontestable : nous avons devant nous, en France, les germes d'un pouvoir autoritaire, fruit de l'action de l'extrême droite et de droites extrêmes.

Partout dans le monde, l'extrême-droite, sous des formes différentes, des modes d'exercice du pouvoir divers mais aussi des « vernis » de toute forme, remporte des victoires électorales. Désormais, elle gouverne, y compris dans des grandes puissances où on ne l'attendait plus.

Ce risque d'une victoire électorale de l'extrême-droite en France devient chaque jour plus saillant. Cette poussée n'est d'ailleurs pas seulement une statistique électorale : elle gagne des pans entiers de notre société, dans l'entreprise privée comme publique, au travers de médias, de maisons d'édition, ou d'événements de solidarités de l'internationale conservatrice.

Cette extrême-droite ne fonctionne pas en vase clos. **Une grande partie de la droite française adhère aujourd'hui ouvertement aux thèses les plus réactionnaires.** Si « les » électorats de droite et de l'extrême-droite sont fracturés, regroupant des bases sociales différentes - des variantes du Macronisme jusqu'au RN, et en passant par LR - ils savent tout autant se retrouver pour empêcher la gauche de gagner. Le risque est donc bien réel.

Les institutions de la Ve République, quant à elles, semblent parfaitement modelées pour amener ce pouvoir réactionnaire et autoritaire. Elles ont d'ailleurs été

conçues pour cela : l'ambition des Debré et De Gaulle était de tout faire pour empêcher la prise de pouvoir des communistes. Ils en ont créé les conditions électorales (la monarchie présidentielle et son mode d'élection) mais aussi les conditions autoritaires et militaires (l'article 16 de la constitution).

Viennent alors de premières questions :

Le système capitaliste est-il inéluctable ?

Et la Ve République intouchable ?

Quel rôle audacieux et courageux des communistes ?

Au travers de ces questions, c'est en fait l'enjeu d'affronter celle de la prise de pouvoir pour le dépassement de la Ve République.

Si le mode de scrutin de son élection mère contrarie puissamment l'élection d'une ou d'un candidat de la gauche de transformation sociale, ce n'est pas le cas des élections législatives. Les scores de la NUPES et du NFP, sous un programme penchant vers la radicalité, en sont la démonstration. Il convient alors de reprendre cette revendication cruciale qui est celle de l'inversement du calendrier. **C'est déjà affaiblir la monarchie présidentielle que de détacher durablement les élections législatives de l'élection présidentielle et d'une représentation nationale « libre » des choix présidentiels.**

Il est en effet indéniable que, 68 ans après, le rôle de nos institutions reste le même : corseter toute mobilisation sociale, toute transformation qui, pourtant, sont en germe dans notre pays.

A vrai dire, et parallèlement à la montée de l'extrême-droite, il y a une société en mouvement. Ce sont ces livreurs et chauffeurs des plateformes numériques qui s'organisent eux-mêmes face à l'éclatement et à la négation du salariat que constituent l'économie ubérisée. Ce sont ces communes qui arrachent à l'économie capitaliste des domaines clés de notre économie pour en faire des biens communs et des droits : l'eau, la santé, le logement. C'est l'avènement d'un féminisme politique émancipateur.

Ce sont ces salariés qui reprennent leur entreprise en coopérative ou revendiquent sa nationalisation. Ce sont ces millions de citoyens qui s'engagent au travers d'une pétition pour contester la loi Duplomb. Ce sont enfin ces agriculteurs qui refusent le modèle mortifère en cours pour une agriculture paysanne ... bref, il y a des luttes !

Oui, nous sommes en droit de penser la France comme un pays potentiellement moteur d'un changement, et pas seulement électoral. Ce sont ces bouts de société qui prennent leur part de communisme.

Il y a, partout, des individualités et des collectifs qui, de par leur diversité d'action et d'expression avancent la nécessité d'un concept idéologique antagonique au capitalisme. C'est bien là l'actualité du communisme, sans que tous le nomment forcément ainsi, notamment par peur d'être associés à certaines expériences, étatiques et autoritaires du XXe siècle, qui s'en réclamaient.

Notre communisme, c'est la garantie, dans son projet de société, que le libre développement de chacun soit la condition du libre développement de tous, qui encourage, se nourrit de dynamismes d'idées, de luttes, dont sont porteurs les citoyens. C'est envisager le communisme comme réponse à la crise systémique du capitalisme.

Ma deuxième question est donc :

A-t-on toujours cette ambition d'être le parti de ce
communisme vivant.

Autrement dit : la révolution politique est-elle à
l'agenda du PCF ?

Cela nous amène à un débat sur l'avenir de notre projet et le bilan de ce que nous avons offert comme perspective d'actions et d'idées ces dernières années.

Un certain nombre de contributions traitent des « acquis des 38^e et 39^e congrès ». **Encore faut-il les nommer**, ces acquis, dans le réel de la société, pour les travailleuses et les travailleurs, pour celles et ceux qui sont confrontés à tous les mécanismes de dominations de la société capitalisme. Les nommer dans la confrontation même avec le capitalisme. Ces acquis ont-ils été des apports, dans la période, à la perspective de dépasser le capitalisme ? Qu'en pensent les travailleurs et les travailleuses, les jeunes, les habitants des quartiers populaires ?

Et enfin, quelle place nouvelle, plus importante à été celle du PCF dans la vie sociale, politique, dans une dynamique de gauche ? Nous pouvons aussi parfois lire que « nous ne sommes plus une force d'appoint ». Mais de qui ? Et quelle force sommes-nous alors ? Et donc, où en est-on réellement dans la société, dans les entreprises, dans la création ? Cela nous amène en outre à justement parler des cellules : quelles sont leurs réalités d'implantation et quelle est leur place réelle dans la vie du parti et pour les adhérents ? Constat est que le travail en réseau sur une multitude d'aspirations – légitimes - des français n'a pas plus envahi le fonctionnement du parti.

Il ne s'agit pas de « faire table rase » des congrès précédents, encore moins de culpabiliser le militantisme qui nous rend plus intelligents et plus ouverts. Simplement d'y réfléchir sérieusement et offensivement.

S'agissant de notre projet et *in fine* de notre conception du changement. On peut lire une tentative de remettre au goût du jour un « socialisme aux couleurs de la France » ; soit un concept utilisé dans les années 1970 pour se distinguer du « socialisme réel » mis en œuvre en URSS. Mais que peut incarner cette expression ? Pour beaucoup de Français, un parallèle avec les expériences du XX^e siècle ; pour d'autres encore, un projet qui peut se rattacher à la sociale-démocratie. Et sur le fond ? Une vision étatique reportant l'actualité et le sens fondamental du communisme. Pour envisager cette étape, il y a bien assez des sociaux-démocrates et des « éco-socialistes » qui portent, au fond, un même projet d'aménagement du capitalisme, sous différents degrés. **Les expressions radicales de la société parlent, au contraire, d'un communisme vivant, audacieux, contemporain, qui s'approprient l'analyse marxiste de remise en cause des institutions de l'Etat, sans la reporter aux calendes Grecques.**

Un communisme vivant dont la réalité dans la société ne se limite pas à un parti. Pour autant, ce communisme à l'offensive a, j'en ai la conviction, besoin d'un parti communiste français.

Qu'est ce qui va donc changer au PCF pour incarner ce besoin de communisme ? Si ce n'est un PCF qui a le courage de l'avenir ; d'un avenir d'émancipation humaine et de préservation de la planète, voyant le communisme comme une force d'action et de rassemblement dans les lieux de vie, de travail, dans des engagements syndicaux, associatifs, culturels, professionnels, tout autant qu'un idéal universel.

« L'humain et la planète d'abord ». Ce slogan reste d'actualité. Reste à lui attribuer une dimension majoritaire, alors que l'adversité avec le capitalisme est plus que jamais vivace.

Enfin, c'est poser la question d'un nouveau contrat social et d'une nouvelle République.

Enfin, une troisième question,
qui est celle de l'immédiateté :
quelle utilité des communistes
à l'aune de l'élection présidentielle de 2027 ?

Cette question ne peut pas être éludée. Une certitude : disputer la centralité de l'élection présidentielle est un piège. Elle ne peut pas être une centralité absolue de nos débats, effaçant la primauté à la question sociale et à la démocratie.

Le fait inédit de cette présidentielle à venir est l'hypothèse sérieuse d'une victoire de l'extrême-droite. Tous les communistes ont la conscience profonde de l'imminence

de ce danger. La candidature d'une ou d'un d'entre nous est en débat à l'aune d'un enjeu que nous n'avons jamais connu.

Nous ne pouvons donc pas passer à côté. Sans quoi nous serions pris pour des inconscients. Le second enjeu est : après les expériences de la NUPES et du NPF, quel accord pour des éventuelles législatives, dès maintenant ? Pour porter une voix révolutionnaire, ouvrière, du monde du travail, la présence d'un groupe communiste à l'Assemblée nationale est cruciale. Aujourd'hui, l'engagement du groupe GDR, composé de 8 parlementaires communistes, 1 GRS et 8 partenaires ultra-marins, est pugnace et reconnu ; en complémentarité avec le groupe CRCE-K au Sénat. Il y aura sans aucun doute des législatives anticipées au printemps prochain. Mais qui peut croire que les députés peuvent-être réélus sans une dynamique populaire et unitaire avant le scrutin présidentiel ; sans perspective d'alliance ? **Qui peut penser gagner de nouveaux députés communistes, partenaires et ultra-marins, seuls, ou dans des constructions uniquement locales et sans dynamique nationale ?**

Ce n'est pas valider non plus un hasardeux processus de primaires que nous laissons aux droites. Celui-ci ne pourrait qu'exacerber la compétition violente au sein de la gauche et faire obstacle à la mobilisation de l'électorat populaire et des abstentionnistes.

Une candidature isolée présentée par le seul PCF est en débat. Y réfléchir pour moi, n'est pas s'engager derrière un autre candidat. Chercher un processus de bouillonnement social et politique se voulant populaire et unitaire serait-il improductif ? Pas question de s'effacer ! Même si d'autres le veulent ! C'est bien exister comme une force utile que de contribuer à une dynamique - pas qu'électorale- dans les réalités contradictoires de la société et du monde du travail, dans laquelle émerge un ou une candidature qui incarne et respecte cette dynamique. La contribution de Vincent Bouget, Maire de Nîmes, qui prend exemple de son rassemblement victorieux aux dernières élections municipales, sans s'enfermer dans un localisme, donne du sens à cette proposition.

Oui, dans la période à venir nous serons regardés de près. Beaucoup de celles et ceux qui nous suivent, ces « compagnons de routes », amis de luttes, électrices et électeurs occasionnels, ont pu être déçus par certains positionnements nationaux, certains angles de notre stratégie également. Que va-t-on leur dire ?

Le texte que j'ai signé, « communistes à l'offensive », a l'ambition pour le Parti communiste français de contribuer à une alternative au capitalisme, à une alternative

à l'extrême droite, au camp réactionnaire, avant les échéances électorales, pendant les échéances électorales et après. C'est plus que faire barrage.

L'unité des communistes, c'est avant tout leur adhésion, libre et consciente à un même parti. Et leur diversité ne nuit pas à l'efficacité politique mais constitue la condition d'une construction d'un ensemble le plus fort et le plus homogène en termes de créativité et d'action. Si non, que dire de la diversité dans la société quand on défend un changement de démocratie majoritaire ?

Les enjeux, notre futur ça, ne peut pas être de ne plus supporter la contradiction, de laisser faire la clarification par l'égo cela nourrit l'individualisme et la revanche, de considérer des désaccords en trahison.

La décision à la majorité pour des choix de congrès oui, mais nous sommes en droit d'attendre de nouveaux comportements de directions.

Pour conclure. Cette contribution longue n'a pas la vertu et la surface d'un texte de congrès. J'ai lu les différentes propositions de bases communes. En aucun lieu on ne peut contester leur légitimité, leur sincérité. Je pense qu'il faut voter pour l'un d'entre eux en « pour ». Tout simplement, je participe au débat.